

Certains producteurs d'aliments pour animaux du nord du Mexique travaillent à perte et on prétend que certains fermeront sous peu. La production est maintenue dans le sud, qui n'a pas été touché par la sécheresse prolongée qui a frappé les États du nord depuis la fin de 1996.

LES TENDANCES ET LES DÉBOUCHÉS

Le secteur agricole a été durement touché par la dévaluation du peso de décembre 1994. À la mi-janvier 1995, sa valeur en dollars américains avait baissé environ de moitié par rapport au cours d'avant la crise. Les importations ont été réduites de façon très importante et le Mexique a enregistré son premier surplus commercial agricole depuis 1987. Ce secteur n'a toutefois pas été en mesure d'accroître sa production de façon suffisante pour tirer parti de l'augmentation des exportations rendue possible par la faible valeur du peso. Le produit intérieur brut (PIB) agricole a baissé de 15 pour 100 en 1995, contre 10 pour 100 pour l'ensemble de l'économie. On a assisté à un début de reprise au cours du dernier trimestre de 1995 et le Mexique devrait enregistrer un petit déficit de son commerce agricole en 1996.

LA RATIONALISATION ET LA MODERNISATION

Avant la dévaluation, les plus importants producteurs de bétail et les fabricants d'aliments pour animaux avaient rationalisé leurs activités. Ils avaient constaté la nécessité de se moderniser pour améliorer la productivité et la qualité de leurs produits, afin d'être concurrentiels dans le nouveau contexte libéralisé des échanges. Maintenant que l'économie se redresse progressivement, la modernisation va à nouveau devenir une priorité. Un grand nombre de spécialistes estiment que cela fera

apparaître des possibilités de coentreprises pour les sociétés étrangères. Le fait que la crise ait épuisé les liquidités de la plupart d'entre eux contribue également à cette tendance.

Deux grandes réformes agraires, qui font partie de l'ensemble des mesures de libéralisation du gouvernement, accentuent encore cette tendance à la modernisation. Il s'agit de la réforme du régime foncier et de l'élimination des soutiens des prix agricoles.

LE RÉGIME FONCIER

La réforme agraire était déjà un objectif essentiel de la révolution mexicaine qui a commencé en 1910. Les grandes exploitations ont été divisées et redistribuées aux personnes sous forme de propriétés communales qu'on appelle *ejidos*. Le système des *ejidos* a permis aux agriculteurs d'avoir la jouissance d'un terrain communal. Les lots étaient transmis à la génération suivante mais ne pouvaient pas être vendus ni loués. Ils étaient au départ de taille suffisante pour assurer l'alimentation des familles et permettre un troc limité des biens de subsistance. Ils n'ont jamais été conçus pour permettre des exploitations commerciales viables. C'est ce qui explique que la taille de l'exploitation agricole mexicaine moyenne ne soit que d'environ cinq hectares.

L'article 27 de la Constitution mexicaine a été modifié en 1992 pour appliquer une réforme agraire en quatre points. Il ne sera procédé à aucune autre distribution de terrains communaux. Les *ejidos* peuvent constituer des *agrosociaciones*, coentreprises, en se regroupant entre elles et avec l'aide d'investisseurs de l'extérieur. Un système de tribunaux de droit agraire a été mis en place et les *ejidatarios* peuvent maintenant obtenir les titres de leur propriété.

Cette réforme a mis du temps à être appliquée, mais un programme récent

du gouvernement, appelé *Fondo de Capitalización e Inversión del Sector Rural (Focir)*, Fonds rural de capitalisation et d'investissement, vient maintenant en aide aux *agrosociaciones* en leur offrant des prêts, des garanties d'emprunt, un soutien technique et de l'aide pour la promotion des exportations. Cela devrait contribuer à accroître l'intégration verticale, ce qui englobera probablement les installations de fabrication d'aliments du bétail gérées par les exploitations communales.

LE SOUTIEN DES PRIX

Une seconde réforme importante a été mise en œuvre en octobre 1995 quand l'administration du président Zedillo a annoncé l'*Alianza para el Campo*, Alliance rurale. Ce nouveau projet s'inspire d'un programme antérieur connu sous le nom de *Programa de Apoyos Directos al Campo (Procampo)*, lancé par l'administration Salinas en octobre 1993. Ce programme était la pièce maîtresse des efforts du gouvernement pour introduire les forces du marché dans le secteur et pour rationaliser la production des cultures. De façon traditionnelle, les agriculteurs se sont consacrés aux cultures les plus fortement subventionnées, en particulier le maïs et les fèves.

Ce programme visait au départ neuf cultures de base, soit le maïs, le sorgho, le blé, le soja, le coton, le riz, l'orge, la carthame et les pois secs. Les agriculteurs ayant des lots commencés avec ces cultures avaient le droit à 440 pesos mexicains par hectare pour la saison de culture 1995-1996. Ce programme ne s'appliquait qu'aux terres couvertes par le recensement agricole spécial réalisé en 1993. Une fois la liste dressée des ayants droit au *Procampo*, les agriculteurs avaient le droit de s'adonner à d'autres cultures sur les terres subventionnées en fonction des forces du marché. Les modifications apportées au programme en 1995 élargissent